La dénonciation des syndicats est un sport national, tout comme celle des soi-disant privilèges des cheminots à chaque grève déclenchée à la SNCF. Les attaques contre le mouvement syndical viennent de la droite ou des gouvernements en place. On ne s'en étonne guère. Mais elles sont aussi véhiculées au sein de la gauche plus ou moins radicale. Dépassés ? Sclérosés ? Les syndicats et leurs militants ne seraient-ils pas plutôt au cœur du rapport de force entre les travailleurs et les classes dominantes ? Dans cet article paru en 2016 sur le site Terrains de luttes*, Julian Mischi revient sur une série d'expériences récentes.*

*

Entre 2013 et 2018, le site Terrains de luttes *a proposé un espace d'échange afin de prendre le temps de l'examen concret et du recul historique, pour donner à voir à la fois la situation des classes populaires et comprendre les stratégies des classes dominantes. Il avait vocation à fournir des armes intellectuelles critiques dans une perspective anticapitaliste, rationnelle et empirique.*

Ce site visait aussi à construire des ponts et des échanges entre chercheurs engagés, militants et travailleurs afin d'alimenter et de solidariser les différents fronts des luttes. Pour ce faire, le site publiait régulièrement (d'abord sur une base quotidienne puis hebdomadaire) des entretiens réalisés par des chercheurs, des militants ou des journalistes ; des récits et des analyses d'évènements (grèves, manifestations, etc.) et d'activités (action des lobbyistes, répression patronale, etc.), des reportages vidéos ou des chroniques.

Dans un paysage militant où beaucoup de sites animés par des intellectuels engagés privilégient les discussions théoriques, l'objectif de ce site était d'incarner, pour mieux les dénoncer et les combattre, les transformations et les effets du capitalisme à travers des visages et des figures, des adresses et des lieux, des institutions et des organisations, des pratiques et des évènements. Terrains de luttes *a disparu, mais ses animateur·rices ont accepté de confier à* Contretemps *leurs archives, que nous publierons régulièrement.*

*

L'actuelle protestation contre le projet de loi travail n'échappe pas à la règle : des plumes se mobilisent pour célébrer un souffle protestataire que porteraient une « foule »[1] ou des « subjectivités rebelles »[2] contre des organisations syndicales « à bout de souffle » et en voie de « bureaucratisation » avancée. Prises dans le jeu des relations professionnelles et de la recherche de l'unité syndicale la plus large possible, les directions syndicales peuvent s'éloigner des préoccupations de la masse des salariés. C'est un fait. Mais dénoncer certains travers du mode de fonctionnement des confédérations syndicales conduit souvent à occulter le rôle des syndicalistes dans la dynamique d'une mobilisation telle que nous la vivons ces jours-ci.

Le terrain des luttes se travaille

Alors que certains vantent l'irruption d'une société ou d'un peuple 2.0 au-delà des organisations, voire contre celles-ci, rappelons simplement que le lancement de la pétition contre la loi El Khomri est surtout le fait de syndicalistes, essentiellement de la CGT, mais aussi d'autres organisations (FO, UNSA, CGC, UNEF, syndicat des avocats) regroupés autour de la féministe Caroline De Haas, ancienne dirigeante de l'UNEF. De même, la création sur

Facebook de l'événement appelant à manifester le 9 mars est une réaction face à l'attitude timorée de l'intersyndicale mais on trouve des militants de la CGT parmi ses organisateurs. Surtout, ce sont les réseaux militants, tant virtuels qu'organisés dans les localités, les entreprises et les établissements scolaires, qui ont assuré la diffusion de cet appel et le succès d'une mobilisation de rue qui dépasse les seules organisations.

Dans un autre domaine, deux films récents donnent à voir le rôle clefs des militants syndicaux dans la contestation de l'ordre néo-libéral. D'abord le magnifique documentaire Comme des lions réalisé par Françoise Davisse (sortie en salle le 23 mars) sur la lutte des salariés de Peugeot Aulnay contre la fermeture de leur usine. L'action des militants et délégués CGT du site est essentielle pour comprendre l'intensité et la durée de la grève et sa popularité au-delà des seuls rangs syndiqués. Ils assurent la transmission d'un savoir-faire et de leurs expériences militantes accumulées sur des décennies contre les logiques d'éclatement des collectifs ouvriers et contre les syndicats maisons alliés à la direction de Peugeot.

Ensuite, mentionnons le film jouissif et percutant de François Ruffin, Merci Patron !, actuellement en salle, qui est dédié à Marie-Hélène Bourlard, ancienne déléguée CGT. C'est cette militante qui permet la rencontre entre le journaliste petit-bourgeois[3] et les Klur, la famille ouvrière au cœur de l'intrigue dont le père, Serge, a été licencié d'une filiale du groupe LVMH. Dans un monde social de plus en plus clivé, les syndicalistes ouvriers jouent un rôle irremplaçable d'intermédiaires à la base de possibles synergies militantes entre les professions intellectuelles et les classes populaires. C'est cette alliance qui a fait, rappelons-le, la force passée du mouvement ouvrier et notamment du PCF, où se côtoyaient des militants ouvriers et des enseignants.

Un renouveau syndical par la force des choses

Depuis 30 ans, les syndicats sont censés disparaître et se couper du monde du travail. A force de vieillir et se scléroser, on se demande bien comment il existe encore des syndicats aujourd'hui. Or force est de constater que les syndicats sont toujours présents dans les grandes entreprises (SNCF, EDF, Renault, La Poste…) tout comme dans les complexes industriels majeurs (Peugeot à Sochaux, Michelin à Clermont-Ferrand, la Navale à Saint-Nazaire…). Le plus souvent CGT en tête alors même que le rapport de force est plus que jamais défavorable. Par la force des choses, les militants de ces syndicats ne viennent pas tous des années 1970. Les organisations se sont renouvelées : de nouveaux embauchés se sont syndiqués et de jeunes ouvriers sont devenus représentants du personnel. Le syndicat SUD s'est par ailleurs structuré dans d'autres secteurs, comme la santé et le social, les prestataires de services, ou encore la culture.

La diversité sociale des militants syndicaux et leur ancrage dans les milieux populaires contrastent avec l'embourgeoisement généralisé du monde politique. De façon significative, nombreux sont les travailleurs issus de migrations récentes, du Maghreb notamment, à se mobiliser dans les syndicats de leurs entreprises comme on peut le voir dans le film *Comme des lions* et, plus généralement, au sein de la métallurgie. Mais pas seulement : ancien délégué CGT de Cellatex, Maurad Rabhi dirige par exemple la fédération Textiles, Habillement et Cuirs. Et on pourrait multiplier les exemples dans les syndicats locaux, notamment dans le commerce, la restauration ou encore la propreté[4]. Or de tels profils populaires sont largement absents dans les partis et municipalités de gauche.

En fait, les syndicats apparaissent comme l'un des rares milieux où les ouvriers et

employés de service, hommes et femmes, loin d'être relégués, sont aux avant-postes, en première ligne. Et même lorsque les syndicalistes deviennent permanents, ils ne se coupent pas forcément du monde du travail car ils peuvent être détachés au cours de trajectoires professionnelles souvent longues. C'est souvent après avoir expérimenté la dureté du travail subalterne que certains se consacrent totalement à l'organisation syndicale et se soustraient de la répression syndicale. Contrairement là-encore aux partis politiques, où l'on devient professionnel très tôt, dès la sortie du système scolaire, sur des postes d'attaché parlementaire ou de collaborateur d'élu.

Des contre-pouvoirs populaires

Face aux discours anti-organisationnels simplistes, il est important de souligner que les profils militants sont multiples et que les rapports de force dans les entreprises se constituent autour de syndicalistes qui s'organisent aussi grâce aux mandats. Ils s'appuient sur les possibilités d'échapper, en partie, aux contraintes de la production pour faire en quelques sortes un autre travail, militant, au service des salariés. C'est le travail quotidien des syndiqués, surtout de celles et ceux toujours présents dans les entreprises ou actifs dans leur union locale, y compris lorsqu'ils sont retraités, qui pose les bases des protestations collectives. Sans ce travail de terrain, de transmission de valeurs et d'organisation collective, le « peuple » ou la « foule » seraient bien désarmés. Cette organisation syndicale constitue même une résistance aux risques de confiscation des mobilisations sociales par les élites petites-bourgeoises[5].

Le syndicalisme est en effet un puissant vecteur de mobilisation des classes populaires dans l'espace public, un outil efficace de lutte contre leur marginalisation politique. L'apprentissage à l'œuvre au sein des syndicats permet aux ouvriers de tenir un rôle de représentant dans l'espace public à travers la mobilisation d'un savoir-faire relationnel et de l'acquisition d'une confiance en soi contre une honte sociale. S'affirmer face à la hiérarchie, face aux cadres dirigeants, dans le cadre de la lutte syndicale donne des ressources pour tenir tête ensuite aux classes moyennes et supérieures dans les organisations et l'espace public. Alors que les membres de la petite bourgeoisie tendent à dominer la vie militante, l'engagement syndical constitue l'une des principales matrices permettant une promotion de militants issus des classes populaires qui n'entendent pas s'en remettre à d'autres pour les représenter et les défendre.

C'est ce que j'ai pu observer à l'occasion d'une enquête menée auprès de cheminots d'une région rurale : les travailleurs du rail se sont forgé des outils au sein du syndicat pour s'impliquer dans les réseaux associatifs et politiques locaux et pour politiser leur action au-delà des revendications locales. Ils sont en mesure de contrarier l'entre-soi des municipalités sinon essentiellement dirigées par des représentants des élites sociales et culturelles. La dénonciation des orientations managériales et de la hiérarchie dans l'entreprise ferroviaire se prolonge dans l'espace local où les cheminots CGT et SUD peuvent contester la structuration du pouvoir municipal autour des membres de l'encadrement et politiser les enjeux électoraux.

Même à cette échelle, j'ai pu observer une distance entre certains représentants syndicaux et les syndiqués. Il ne faudrait pas le nier : les dirigeants syndicalistes peuvent être pris dans le piège de l'évolution des relations professionnelles, impulsée notamment par les managers des grandes entreprises, qui les éloigne de leur base militante et des réalités

quotidiennes de leurs collègues de travail. Ils peuvent aussi découvrir tout un horizon de fréquentations et d'activités qui les distinguent de celles et ceux qu'ils sont censés représenter.

Cette professionnalisation et cette bureaucratisation peuvent favoriser la dépossession des syndicalistes « de base ». Mais, au lieu de pointer l'existence des syndicats ou même des permanents comme source de tous les maux et faiblesses du mouvement social, c'est probablement du côté du contrôle des permanents par les militants que se joue la possibilité d'un rapport de force qui se ferait avec la mobilisation de la masse des salariés. Du côté également de leur capacité à s'adresser aux fractions les plus dominées et les moins organisées des classes populaires. À cet égard, les politiques organisationnelles de syndicalisation peuvent constituer des leviers puissants pour lutter contre la reproduction des rapports de domination au sein des mouvements sociaux qui favorisent les hommes, les plus diplômés, les nationaux, etc. D'une façon générale, un rapport de force favorable aux classes populaires se construit dans le temps, à travers la structuration d'armes militantes et collectives de lutte contre l'exclusion politique du plus grand nombre.

*

Publié en mars 2016.

Notes

[1] Christophe Aguiton et Nicolas Haeringer, « Pétitions, manifestations et mouvements sociaux : l'irruption de la foule comme réveil politique », *Mouvements*, 7 mars 2016.

[2] Nicolas Poirier et Manuel Cervera-Marzal « Mobilisation contre la loi El Khomri : le contenu et la forme », *Libération*, 4 mars 2016.

[3] Voir l'interview de François Ruffin à Ballast.

[4] Sur ce dernier secteur, lire Cristina Nizzoli, *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne)*, PUF, 2015.

[5] Lire « Porte-parole, militants et mobilisations », *Agone*, n° 56, 2015.